

Renouveau du partenariat économique UE-Afrique

LA SOCIÉTÉ CIVILE « EURAFRICAINI »

Réunies par Confrontations Europe et son groupe « UE-Afrique(s) »¹⁾ avant le 4^e Sommet UE-Afrique des 2 et 3 avril 2014, 30 personnalités d'Afrique et d'Europe ont pris la parole le 6 mars à Bruxelles, devant 130 participants des deux continents. Elles ont plaidé en faveur d'un renouveau du partenariat UE-Afrique basé sur le dialogue public-privé. Le regard de la journaliste Christine Holzbauer.

Depuis la création de son groupe UE-Afrique(s) en juin 2013 à Bruxelles, Confrontations Europe a multiplié les tables rondes afin de réfléchir à l'émergence d'un « dialogue public-privé » entre les deux continents en revisitant, notamment, les accords de partenariat économique (APE). Les relations euro-africaines ont surtout été le fait jusqu'à présent des États. L'ambition de Confrontations Europe, comme l'a rappelé sa présidente Claude Fischer lors de l'ouverture officielle de la conférence, est de sortir de ce cadre strictement institutionnel afin de prendre en compte la voix et l'engagement de l'ensemble des acteurs de la société civile, entreprises comprises. Notant que le

Des représentants d'entreprises, d'institutions et d'organisations nationales et européennes et experts de plusieurs pays d'Afrique et d'Europe ont participé à la conférence du 6 mars.

principal défi dans l'organisation de cette conférence avait été de « travailler en réseaux, dans un dialogue avec les institutions, pour définir de nouveaux modèles de partenariats et de solidarités entre les pays d'Afrique et ceux d'Europe », elle a également exprimé le souhait que « l'avenir de l'Afrique ne soit pas le passé de l'Europe ». Compte tenu du recul des intérêts européens en Afrique face à ceux des pays émergents comme la Chine ou l'Inde, le danger est grand. Au-delà des enjeux stricte-

ment commerciaux, les relations entre l'Union européenne et le continent africain, particulièrement les pays de la zone franc qui continuent d'être fortement liés à la France par le biais de la monnaie, ont besoin d'être repensées. Ce « surgissement » de l'Afrique, comme l'a souligné Philippe Herzog, président fondateur de l'association, n'est pas encore complètement pris en compte. Mais si l'Europe ne veut pas se laisser distancer, il est important qu'elle change rapidement sa vision du

continent, revisite son action en Afrique et les modalités de son intervention au titre du commerce et de la coopération.

Trois défis au cœur du débat

Lors du Sommet de la société civile du 6 mars, les intervenants ont appelé de leurs vœux l'émergence d'une « société civile eurafricaine », selon l'expression de Catherine Véglio-Boileau, directrice des rédactions de Confrontations Europe. La nécessité de changer radicalement les rapports entre l'Afrique et l'Europe afin de parvenir à engager un dialogue d'égal à égal, fédérant les acteurs publics



¹⁾ Le Sommet de la Société civile « Dialogue public-privé pour un renouveau du partenariat économique entre l'Europe et l'Afrique de l'Ouest et du Centre » a été organisé par Confrontations Europe et ASCPE-Les Entretiens européens en partenariat avec le ministère français des Affaires étrangères, la Commission européenne et de nombreux autres acteurs européens et africains. Retrouvez le programme complet et toutes les informations sur les travaux du groupe « UE-Afrique(s) » sur www.confrontations.org.

LES INTERVENANTS DU SOMMET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

André-Franck Ahojo, consultant, projet OHADA-IFC Groupe Banque mondiale • **Fabrice André**, directeur Qualité et RSE, Orange Afrique, Moyen Orient et Asie • **Erja Askola**, Trade Affairs manager, DG Commerce, Commission européenne • **Bruno Barroux**, directeur du département Infrastructure et Energie, SEDEP • **Anthony Bouthelier**, président délégué du CIAN • **Olivier Bousige**, directeur adjoint de 2iE Technopole • **Pascal Canfin**, ministre français délégué chargé du Développement • **Alessandro Carano**, conseiller de direction et chef d'unité, département Stratégie, Banque européenne d'investissement • **Hervé Cronel**, conseiller spécial, cabinet du secrétariat général de la Francophonie • **Jean-Christophe Debar**, directeur de FARM • **Mamadou Daffé**, directeur des opérations, et **Soufiana Diarra**, directeur commercial, Banque malienne de solidarité (BMS) • **Fatou Diome**, écrivaine • **Claude Fischer**, présidente de Confrontations Europe • **Erica Gerretsen-Phipps**, chef d'unité adjointe, DG EuropeAid, Commission européenne • **Philippe Herzog**, président fondateur de Confrontations Europe, conseiller spécial du

commissaire européen Michel Barnier • **Christine Heuraux**, directrice Appui à la formation, direction du Développement international, EDF • **Philippe Hugon**, professeur émérite, Université Paris-Ouest Nanterre La Défense • **Vanessa Jacquelin**, économiste, département Afrique subsaharienne, Agence française de développement • **Jacques Nyemb**, avocat, Cleary Gottlieb Steen & Hamilton LLP • **Serguei Ouattara**, président de la Chambre de Commerce UE-Afrique • **Roland Portella**, président de la CADE • **Beseat Kiflé Sélassié**, poète et écrivain • **Jean-Michel Severino**, président d'I&P • **Olivier Stintzy**, associé, groupe Edifice Capital, responsable du Fonds Infrastructure PPP Africa • **Mathieu Tankoano**, directeur IGIP-Afrique au Burkina Faso • **Franck Tapsoba**, directeur général de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso • **Catherine Véglio-Boileau**, directrice des rédactions, Confrontations Europe • **Lionel Zinsou**, président de PAI Partners • **Simone Zoundi**, PDG de Sodepal-SA, et présidente de la FIAB.

Des actes complets du Sommet du 6 mars 2014 sont en cours de préparation.

LE NE » PREND L'INITIATIVE



Les intervenants de la table ronde sur le financement ont insisté sur le besoin de mobiliser des ressources privées et publiques pour l'investissement productif et la réalisation d'infrastructures.

De gauche à droite : Olivier Stintzy, Soufiana Diarra, Mamadou Daffé, Jacques Nyemb, Alessandro Carano, André-Franck Ahoyo et Bruno Barroux.

et privés avec la participation active des sociétés civiles des pays des deux continents est revenue comme un leitmotiv tout au long de cette journée, très dense : que ce soit dans les propos liminaires des écrivains Fatou Diome et Beseat Kiflé Sélassié⁽²⁾, ou encore du franco-béninois Lionel Zinsou, ou de l'ancien directeur de l'AFD, Jean-Michel Séverino, grand connaisseur du Sahel.

« C'est l'Europe, aujourd'hui, qui a besoin de l'Afrique », ont insisté ces deux dernières personnalités, très écoutées par ailleurs des décideurs français. Leur connaissance intime du continent africain, à l'instar de la plupart des intervenants invités par Confrontations Europe – nombre d'entre eux sont déjà très engagés à travers des organisations œuvrant depuis de nombreuses années en Afrique (cf. encadré) –, ont permis de focaliser les discussions sur les enjeux économiques et sociaux du partenariat UE-Afrique.

Trois grands défis ont, ainsi, pu être identifiés : le renouvellement des relations commerciales à travers l'enjeu des négociations des accords de partenariat économique ; la coopération active pour

l'éducation, la formation et la mobilité des jeunes sur les marchés du travail ; la création enfin d'une ingénierie financière pour favoriser des investissements d'intérêt mutuel et financer les projets dans les deux filières clés privilégiées par Confrontations Europe, à savoir la filière agro-alimentaire et les infrastructures énergétiques.

Lettre ouverte aux chefs d'État

L'UE et les pays de la CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest) ont finalement trouvé un compromis pour un APE après dix ans d'atermoiements. L'accord, qui comprend un volet commercial et un volet développement, garantira un accès sans entrave aux marchés européens sur le long terme ; et vice-versa. Une fois en vigueur, il rendra caducs les accords bilatéraux intérimaires conclus avec la Côte d'Ivoire et le Ghana. Avec le Nigéria, ces deux pays ne font pas partie de la liste des pays les moins avancés (PMA). Par conséquent, ils bénéficient déjà d'un libre accès vers le marché européen, sauf pour

les armes. À partir de la signature de l'accord, cette situation sera étendue à tous les pays membres de la CEDEAO sans exception. Le 7 février, les négociateurs de la CEDEAO avaient accepté que l'aide au développement de l'UE, comprise dans le programme de l'accord de partenariat économique pour le développement (PAPED), soit maintenue à 6,5 milliards d'euros, soit 8,5 mil-

L'APE entre l'Afrique de l'Ouest et l'Europe doit avoir pour priorité l'intégration régionale

liards d'euros en deçà de ce qui avait été demandé initialement. Une clause que le Nigéria a demandé à revoir lors du Sommet de Bruxelles.

Dans une lettre ouverte à tous les chefs d'État et de gouvernement des pays de l'UE et d'Afrique de l'Ouest et du Centre, Claude Fischer, s'appuyant sur les recommandations de la conférence du 6 mars, a insisté sur le fait que l'APE entre la CEDEAO et l'UE ait pour priorité l'intégration régionale, en favorisant la coordination des politiques, des réformes structurelles et la mise en place de politiques communes, notamment dans le secteur agricole. « Le secteur privé, en Europe et en Afrique, doit être consulté et associé à la mise en œuvre de cet accord, en particulier sur le contenu et l'utilisation du PAPED

À LIRE

Le texte complet de la Lettre ouverte adressée par Claude Fischer aux chefs d'État et de gouvernement avant le 4^e Sommet UE-Afrique des 2 et 3 avril et la synthèse des recommandations issues du Sommet du 6 mars et établie par Catherine Véglio-Boileau sont en ligne sur www.confrontations.org.

et sur les réformes structurelles (transition fiscale, amélioration de l'État de droit, harmonisation des droits...) avec l'objectif de renforcer le développement du tissu productif local et la compétitivité des économies africaines », écrit-elle. En clair, les APE doivent favoriser la création de marchés agricoles régionaux et le développement de

filières agro-industrielles locales en commençant par l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Les autres propositions de la lettre ouverte portent sur le besoin d'une stratégie de codéveloppement industriel et des coopérations dans l'éducation, la formation et le financement de l'économie. « La mise en place de filières industrielles locales est fondamentale pour maintenir durablement une trajectoire de croissance dynamique », avait souligné Claude Fischer le 6 mars. Un vaste chantier en perspective puisque l'Afrique représente à peine 1 % de la production industrielle mondiale. Et qui mériterait un sommet à lui tout seul, mais sur le continent africain cette fois-ci !  **Christine Holzbauer**
Journaliste, experte EurAfrique

²⁾ Lire en pages 28 et 39 de ce numéro.